



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 76

**Loi modifiant la Loi sur les produits
agricoles, les produits marins et les
aliments et abrogeant la Loi sur le
commerce du pain**

Présentation

Présenté par
M. Yvon Picotte
Ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

**Éditeur officiel du Québec
1993**

NOTES EXPLICATIVES

Ce projet de loi modifie la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments afin de prévoir que les personnes nommées par le ministre aux fins de la mise en oeuvre de cette loi sont également autorisées à agir aux fins de l'application de certaines dispositions de la Loi sur les établissements touristiques, dont la responsabilité est confiée au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en vertu de cette dernière loi.

En outre, ce projet de loi modifie les pouvoirs réglementaires accordés au gouvernement en matière de délivrance des permis et en matière de publicité sur les produits, particulièrement en ce qui a trait au commerce du pain.

Enfin, ce projet de loi abroge la Loi sur le commerce du pain.

Projet de loi 76

Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments et abrogeant la Loi sur le commerce du pain

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 11 de la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments (L.R.Q., chapitre P-29) est modifié par l'addition, à la fin du deuxième alinéa, de « ou dans les cas prévus par règlement. »

2. L'article 32 de cette loi est modifié par l'addition, à la fin, de l'alinéa suivant:

« Ces personnes veillent également à l'application des dispositions législatives et réglementaires de la Loi sur les établissements touristiques (L.R.Q., chapitre E-15.1) dont le ministre a la responsabilité en vertu de l'article 55 de cette loi. ».

3. L'article 40 de cette loi est modifié:

1° par le remplacement, dans les cinquième et sixième lignes du paragraphe *f*, des mots « et les droits qu'elle doit payer » par « , les cas où un permis peut être délivré pour une période de moins de 12 mois et les droits qu'elle doit payer en fonction de la période de validité, de la nature ou de la catégorie de permis »;

2° par le remplacement, dans la première ligne du paragraphe *m*, des mots « statuer sur » par les mots « régir ou prohiber ».

4. La Loi sur le commerce du pain (L.R.Q., chapitre C-32) est abrogée.

5. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*), à l'exception des articles 2 et 4 qui entreront en vigueur à la date ou aux dates fixées par le gouvernement.